

## Concept romand de scolarisation des élèves<sup>1</sup> sourds et malentendants – Projet OPERA

Premier rapport intermédiaire

HEP-Vaud, Av. de Cour 33, 1014 Lausanne

Centre suisse de pédagogie spécialisée (CSPS), Ch. de Boston 25, 1004 Lausanne

---

<sup>1</sup> Au départ, le concept était intitulé "Concept de scolarisation des enfants sourds et malentendants" : il est devenu "Concept de scolarisation des élèves sourds et malentendants" en septembre 2004 avec le rapport de l'équipe de projet OPERA.

<b>A. Introduction</b>	<b>3</b>
1. Bref rappel historique	3
2. Les missions et leur mise en oeuvre	3
 <b>B. Etat d'avancement de l'ensemble des travaux assurés par le CSPS ou la HEP-Vaud</b>	 <b>4</b>
1. Les prestations octroyées	4
1.1. Etablissement des prestations disponibles (CSPS)	4
1.2. Le suivi des mesures individuelles (CSPS)	5
1.3. Collaboration avec la CDIP (CSPS)	5
2. Les échanges d'informations	5
2.1. Fonction d'interlocuteur auprès d'organismes privés (CSPS)	5
2.2. Réunir un réseau d'échange et organiser des prestations d'information ( <i>HEP-Vaud</i> )	6
3. L'observatoire ou le recueil de données scientifiques (HEP-Vaud)	8
3.1. Le questionnaire « fiche de l'élève »	8
3.2. Les traces objectives	9
 <b>C. Conclusions et perspectives pour 2008</b>	 <b>9</b>

## **A. Introduction**

### **1. Bref rappel historique**

Le programme de travail 2001-2004 de la Conférence Inter cantonale de l'Instruction Publique (CIIP) demande au point 3.3 d'examiner l'opportunité de la mise en place d'une offre coordonnée pour l'éducation et la scolarisation des enfants sourds. Plusieurs moments-clés dont un mandat au collectif de recherche, d'étude et de développement en adaptation scolaire (CREDAS), le dépôt d'un projet en 2003 et une étude relative à sa faisabilité découlent de cet examen. En 2004, l'examen du rapport "OPERA" relatif à l'opérationnalisation des variantes proposées par le CREDAS conduit la Commission Enseignement Spécialisé (CES) à ne point "mettre en place une structure pérenne", sans avoir développé auparavant des méthodes d'observation durant une période déterminée (Rapport annuel CIIP 2004, mars 2005). Cette proposition sera mise en veille le temps de réfléchir plus largement le dossier de l'enseignement spécialisé et son harmonisation.

En juin 2006, la CIIP adopte les propositions contenues dans le rapport élaboré par le groupe ad hoc sur la base du projet de 2005 (Rapport du sous-groupe ad hoc à l'intention de la Conférence des secrétaires généraux, du 26 avril 2006) et mandate la CES en qualité d'interlocuteur représentant le CIIP auprès des organismes privés qui offrent des prestations liées au déficit auditif. Elle donne également mission au secrétariat général (SG) de la CIIP qui conclut un mandat de prestation avec la HEP-Vaud pour l'animation d'un observatoire scientifique. Le mandat de prestation sera signé avec la HEP-Vaud en mars 2007 et la CES mandate le Centre suisse de pédagogie spécialisée (CSPS) pour réaliser la tâche qui lui a été confiée.

### **2. Les missions et leur mise en oeuvre**

Les tâches confiées à la HEP-Vaud et au CSPS sont de nature différente. Pour rappel, la HEP-Vaud s'est vu confier de fait les tâches suivantes:

1. prestations d'information
2. observatoire scientifique
3. réseau d'échange.

Le CSPS quant à lui a pour mission d'assurer

1. la fonction d'interlocuteur auprès d'organismes privés
2. l'établissement de la liste des prestations disponibles
3. le suivi des mesures individuelles
4. la collaboration avec la CDIP
5. l'information des instances concernées

Pour mener à bien le projet OPERA, les deux organismes ont coordonné leurs travaux afin de garantir la cohérence du projet, d'en asseoir la crédibilité scientifique et d'éviter l'épuisement des ressources dans le relevé des données. Ce partenariat souhaité lors de la séance de la CES en mai 2007 et effectif actuellement permet de conserver la spécificité des mandats. Le présent rapport commun en est une preuve.

L'Observatoire de la surdité qui initialement était conçu comme une tâche confiée à la HEP-Vaud est promulgué au rang de concept général, incluant l'ensemble de missions confiées

aux deux mandataires. L'Observatoire de la Surdité dès lors se déploie en quatre dimensions.

1. les prestations disponibles (assuré par le CSPA)
2. les échanges d'informations entre différentes instances et organismes :
  - a) assurer la communication entre des organismes privés et la CES (CSPA)
  - b) constituer un réseau d'échange (HEP-Vaud)
3. les ressources et les prestations d'information (HEP-Vaud)
4. l'observatoire scientifique, recueil de données récoltées sous formes de traces objectives (revue de la littérature) et de traces produites concernant la population d'enfants sourds et malentendants (0-20 ans) et leur fréquentation de l'  cole ordinaire publique (HEP-Vaud et CSPA dans une moindre mesure) .

## **B. Etat d'avancement de l'ensemble des travaux assurés par le CSPA ou la HEP-Vaud**

### **1. Les prestations octroyées**

#### **1.1. Etablissement des prestations disponibles (CSPA)**

Un questionnaire à l'intention des huit cantons latins (GE, JU, NE, TI, VD ainsi que BE, FR et VS francophones) permettant d'établir la liste des prestations disponibles dans les différents cantons a été construit. Ce questionnaire se base sur la liste des prestations énumérées dans le rapport *Scolarisation des élèves sourds et malentendants* du 30 septembre 2004. Il a été élaboré en concertation avec la HEP-Vaud.

*Structure du questionnaire :*

- 1) Questions d'ordre général relatives notamment à la population 0 à 20 ans et à la place de la question de la surdité et de la malentendance dans l'organisation de l'enseignement spécialisé des différents cantons ;
- 2) Listes des prestations à l'intention des enfants et des jeunes sourds et malentendants, de leurs enseignants, de leurs camarades de classes et de leur famille.

La deuxième partie du questionnaire permet également de mettre à jour le financement de chacune des prestations énumérées.

La forme définitive du questionnaire sur les prestations disponibles dans les cantons a été stabilisée suite à la présentation de celui-ci par le CSPA aux membres de la Commission de l'Enseignement Spécialisé (CES) de la CIIP ainsi qu'aux répondants cantonaux désignés. Notons ici qu'il en a été de même pour le questionnaire « fiche de l'élève » qui a été présenté par la HEP-Vaud dans le cadre de ces mêmes visites. Chaque canton a pu ainsi entre septembre et octobre 2007 faire des remarques, formuler des souhaits et prendre la mesure et l'ampleur du travail à fournir pour assurer la solidité de ces recherches.

## *Délais*

Les questionnaires précomplétés par le CSPS grâce aux données de la récente recherche « Comment maîtriser l'offre spécialisée en regard de l'augmentation des effectifs des élèves en difficulté dans les systèmes scolaires ? (COMOF) » ont été envoyés aux différents répondants cantonaux par la CIIP début novembre (en même temps que le questionnaire élaboré par la HEP-Vaud). Le délai pour le retour a été fixé au 30 novembre 2007. Les travaux de dépouillement et de synthèse seront effectués en 2008.

### **1.2. Le suivi des mesures individuelles (CSPS)**

Le suivi des mesures individuelles a pour objectif de s'assurer que les enfants et jeunes sourds et malentendants de 0 à 20 ans puissent bénéficier de prestations de manière suivie tant que ces dernières sont nécessaires, même en cas de scolarisation dans un canton différent du domicile.

Le questionnaire sur les prestations disponibles permet d'établir le nombre d'élèves domiciliés dans un canton et scolarisés dans des établissements d'autres cantons durant l'année scolaire 2006-2007.

Par ailleurs, le questionnaire établi par la HEP-Vaud intitulé « Fiche de l'élève » permet, pour chaque élève, de définir le projet scolaire pour l'année scolaire suivante.

### **1.3. Collaboration avec la CDIP (CSPS)**

Il s'agit essentiellement d'une tâche de veille en lien avec l'élaboration du concordat sur la Collaboration intercantonale dans le domaine de la pédagogie spécialisée par la CDIP (suite à la RPT).

Une question importante en lien avec la RPT est le financement des prestations en matière de pédagogie spécialisée. A cet effet, le questionnaire sur les prestations en matière de surdité disponibles dans les cantons permet d'établir le mode de financement de chacune des prestations en 2007, avant l'entrée en vigueur de la RPT le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Il permettra ainsi une vue d'ensemble des prestations déjà financées par les cantons en 2007 et des prestations financées par l'AI ou d'autres organismes. Par extrapolation, il permettra de mettre en évidence d'éventuelles prestations dont le financement pourrait être mis en danger suite à l'entrée en vigueur de la RPT.

## **2. Les échanges d'informations**

### **2.1. Fonction d'interlocuteur auprès d'organismes privés (CSPS)**

Le CSPS a à ce jour établi un premier contact avec deux organismes privés : la Fondation A Capella et la Fédération suisse des sourds. Les informations suivantes ont été récoltées :

#### **Fondation A Capella**

Cette Fondation promeut l'intégration scolaire, sociale et professionnelle des personnes sourdes et malentendantes par le biais du langage parlé complété LPC. Elle dispose de quatre secteurs d'activité :

1. SAI : service d'aide à l'intégration assuré par deux logopédistes (50% EPT) ;
2. CCI : centrale des codeuses et codeurs interprètes en langage parlé complété LPC (15% EPT) ;
3. CFCI : centrale de la facturation des codeuses et codeurs interprètes LPC (20% EPT) ;

4. PFIO : plates-formes cantonales d'intégration oraliste (20% EPT) ; un des objectifs de ces plates-formes est de recenser les professionnels considérés comme personnes de référence des enfants sourds et malentendants intégrés à l'école ordinaire et de les mettre en réseau.

#### *Financement du codage-interprétation en LPC :*

Le codage LPC est considéré par l'AI comme un moyen auxiliaire ; il est par conséquent financé par l'AI (mais il existe un plafond). En 2006, 89% des prestations en codage-interprétation ont été financées par l'AI (convention tarifaire avec l'OFAS) et 11% par les cantons et des Fonds d'entraide privés.

#### *Implant cochléaire :*

Une crainte d'ordre pédagogique est exprimée face à l'accompagnement des enfants implantés. Il semblerait, mais l'hypothèse reste à vérifier, que les enfants implantés se débrouillent bien sans aide à la communication (LPC, év. langue des signes LSF) dans leur jeune âge et dans les premiers degrés de la scolarité. La tendance est alors de négliger les moyens d'aide à la communication. Pourtant une augmentation de la densité de la matière scolaire (à partir de la 5<sup>ème</sup> année, p. ex.) pourrait mener ces élèves dans des situations de difficultés scolaires. Un risque serait alors qu'on propose à ces élèves un soutien pédagogique alors que leur difficulté réelle est d'ordre communicationnel et qu'un soutien à la communication (LPC) - s'ils maîtrisaient cet outil - serait plus approprié.

Conseil du CSPA : la Fondation A Capella devrait prendre contact avec les Services éducatifs itinérants SEI des différents cantons pour les sensibiliser à la question.

### **Fédération suisse des sourds FSS**

La FSS promeut le bilinguisme : langue des signes et français oral. Elle dispose de trois bureaux (un par région linguistique) qui s'occupent de domaines différents :

- Lausanne : questions politiques ;
- Zurich : questions financières ;
- Lugano : questions sociales.

#### *Bibliothèque*

La FSS à Lausanne dispose d'une bibliothèque riche de plus de 700 ouvrages régulièrement consultée par des étudiants et des professionnels. Selon M. Faustinelli, directeur à Lausanne, la FSS serait favorable à une collaboration pour améliorer le fonctionnement de la bibliothèque. Une collaboration avec le centre de ressources prévu dans le mandat de la HEP-Vaud serait-elle envisageable ?

## **2.2. Réunir un réseau d'échange et organiser des prestations d'information (HEP-Vaud)**

### **Le concept : Un projet Réseau -Ressources baptisé « RER »**

La conception de ce projet repose sur un socle en 4 points :

- Réseau et Ressources = **1 projet**
- **2 supports** = Rencontres et plateforme électronique
- **1 fondement** = Créer un pôle d'appartenance régionale avec ouverture sur certains liens internationaux (plutôt francophones) et favoriser la transdisciplinarité.
- **1 méthode** = Créer le Réseau-Ressources par cercles concentriques.

Le 1<sup>er</sup> cercle est composé des directeurs d'institutions pour enfants sourds et, idéalement, des représentants cantonaux. Le 2<sup>ème</sup> cercle doit être constitué des pédagogues et thérapeutes - le 3<sup>ème</sup>, concerne les milieux médicaux, sociaux et universitaires. Le travail en réseau et par cercle permet d'affiner la pertinence d'élaboration du projet RER. Il s'agit également d'identifier des fournisseurs de ressources ou d'expertises dans le cadre de la plateforme souhaitée. Enfin, un 4<sup>ème</sup> cercle serait composé d'un public plus large : acteurs ou communauté d'acteurs n'intervenant pas directement dans l'espace scolaire des enfants sourds, mais reliés par ailleurs (parents, communautés sourdes, étudiants, université, etc.).

### *La vision de départ*

Pour arriver à ce concept, nous avons identifié nos objectifs, tels que dynamiser un pôle d'échanges et de savoirs des professionnels, alimenter de nouveaux espaces de pensée, favoriser l'émergence de pôles de compétences dans les prestations, et pouvoir appréhender les besoins d'avenir.

Au niveau des ressources, il nous a semblé prioritaire de rendre visible l'évolution des travaux et connaissances en surdité, de cataloguer les recherches et publications et de veiller à leur circulation. Enfin, les approches et moyens didactiques et pédagogiques doivent pouvoir circuler.

Nous avons considéré que le mandat est la résultante de besoins supposés analysés au préalable. Ceux-ci seront en partie « vérifiés » empiriquement par le biais des échanges successifs.

### **Premières concertations avec le premier cercle**

Les directeurs de trois écoles (FR, GE, VD) ont participé à la première discussion (novembre 2007), mais pas les représentants cantonaux qui souhaitent seulement recevoir les notes de séances. Le concept présenté au groupe de travail « RER », a été avalisé globalement, et complété. Le groupe a souhaité que les représentants cantonaux soient à nouveau sollicités.

*Les réseaux existants* ont été évoqués et discutés. Ils sont globalement basés :

- sur du « fonctionnel » et autour d'une prise en charge, ceci selon une logique de dispositifs cantonaux et de proximité géographique. Ce sont des réseaux de nature interdisciplinaire,
- ou sur des « personnes » responsables d'établissements cantonaux ou d'associations romandes disciplinaires (réseaux de nature intercantonale),
- ou sur des « conceptions » éducatives de type « idéologique » ayant des corrélations avec certains types d'acteurs (bénéficiaires de prestations, quelques professionnels). Ces réseaux sont plutôt de nature idéologique. Pour exemple : un projet, semblable au nôtre, est en cours de réalisation (uniquement pour les élèves sourds oralistes avec LPC).

### *Orientations du réseau*

Le groupe de travail RER s'est interrogé sur le rapport entre les réseaux existants et l'élaboration du réseau « RER ». Celui-ci doit-il être conçu comme un réseau « supra » par rapport à l'existant ? ou bien doit-il être une coordination des réseaux existants pour les rendre visibles ? Dans l'une ou l'autre de ces orientations, il faudra veiller à l'* quilibre*, à l'*exhaustivité*, et à la *validité* des ressources fournies.

### *Les ressources existantes :*

Elles sont stockées surtout dans les institutions et lieux de travail. Les genres des ressources souhaitées ont été listées et argumentées dans un document disponible sur demande.

### *Les orientations dynamiques du projet RER*

Le groupe de consultation RER a soulevé la question de l'orientation dynamique du projet. Il est possible de s'orienter sur les contenus, et par priorité d'objets : par exemple les implants et le

partenariat avec les parents. La construction du réseau et des ressources se ferait progressivement sur des objets, pris successivement.... Cela serait possible dès maintenant, en organisant des rencontres ou en favorisant des initiatives locales : par exemple, l' ECES souhaite organiser dans son cadre des événements ouverts.

Le projet RER peut s'orienter sur les contenants : Analyse des cadres, des moyens techniques, des ressources et des processus à mettre en place et conduisant à un cahier des charges.

#### *La communication sur le projet RER*

Selon les orientations prises, il s'agira de déterminer le genre de communication et le moment de mise en œuvre concernant le projet RER. Il est sûrement souhaitable de la faire dans sa phase de projet puisque l'élaboration du projet et la réalisation de ce projet sont en partie imbriquées l'une dans l'autre.

### **3. *L'observatoire ou le recueil de données scientifiques (HEP-Vaud)***

#### **3.1. Le questionnaire « fiche de l'élève »**

La quête de traces produites a pour objectif de répondre à la question de la scolarisation des enfants sourds et malentendants. Pour la HEP/IPS, la question centrale consiste à savoir dans quelle mesure le type et le degré de déficience auditive et le type de prothèse portée influent sur le parcours scolaire de ces élèves et sur les prestations offertes. Les questions relatives à celle-ci interrogent :

- la taille de la population d'enfants implantés de Suisse Romande,
- l'éventuelle différence de cursus scolaire de ces derniers par rapport aux enfants sourds et malentendants appareillés au moyen d'une prothèse auditive externe,
- les caractéristiques de la progression des cas d'intégration en classe ordinaire,
- les caractéristiques des prestations offertes aux élèves et leur évolution en fonction des différentes variables que nous désirons prendre en compte.

A cette fin un questionnaire nommé *fiche de l'élève* a été élaboré et son usage sera répété à raison d'une fois l'an durant toute la durée du projet. Cette prise de données répétée (une par année) s'avère indispensable afin de comprendre les variations de cette population, des prestations scolaires et sociales offertes et de projeter une tendance évolutive. Le questionnaire construit en collaboration avec le CSPA est composé de 25 questions clairement identifiables, qui sont regroupées selon les thématiques suivantes

- les caractéristiques de l'élève (questions 1 à 8)
- la scolarité de l'élève (questions 9 à 13)
- les modes de communication (questions 14 à 15)
- les mesures d'intégration en classe ordinaire (questions 16 à 20)
- les prestations dont bénéficie l'élève (questions 21 à 25).

La forme définitive a également été stabilisée après présentation par le CSPA et la HEP dans chaque canton des questionnaires (voir ci-dessus « questionnaire sur les prestations disponibles »).



#### *Le public cible :*

Il est constitué des enfants et des jeunes de 0 à 20 ans qui bénéficient d'une prestation particulière en raison de leur déficience auditive. Cette prestation est octroyée par l'enseignement ordinaire ou spécialisé des cantons concernés par l'Observatoire de la Surdité. Sont également concernés par cette recherche les enfants et les jeunes de 0 à 20 ans, scolarisés dans une structure de l'enseignement spécialisé dont l'un des troubles associés est une déficience auditive (par exemple : polyhandicap, surdicécité).

#### *Le recueil des données*

La collecte des données est fait conjointement pour le CSPS (prestations cantonales et individuelles) et la HEP-Vaud. Des versions électroniques d'usage facile et fiable ainsi que des questionnaires papier ont été mis à disposition des répondants cantonaux, responsables d'obtenir et de transmettre les informations concernant les élèves domiciliés dans leur canton et ce quel que soit le lieu de scolarisation de l'élève concerné. Les données récoltées cette année concernent les informations connues au 30 juin de l'année 2007, c'est-à-dire à la fin de l'année scolaire 2006-2007.

*Délais :* la date de retour des questionnaires a été fixé au 30 novembre.

#### *Etat des lieux :*

A ce jour, nous avons reçu les données complètes pour deux cantons (JU et FR). Les autres cantons nous ont fournis des données encore incomplètes, mais nous ont promis de fournir le reste pour janvier 2008. Seul le canton de Berne, et malgré une présentation aux répondants cantonaux qui semblaient saisir l'enjeu de cette mission, a décidé de ne pas participer à cette enquête.

### **3.2. Les traces objectives**

Le travail effectué à ce jour a consisté à repérer et à trier parmi les nombreuses publications concernant la surdité, celles qui traitent de la scolarité, celles qui concernent le développement psychologique des enfants sourds et malentendants et qui s'attachent en particulier aux processus d'apprentissage et les publications concernant les enfants sourds et implantés. Nous avons également pris connaissance des travaux français (CNTRHI et de l'INSERM) sur la surdité. Le suivi longitudinal sur 10 ans d'enfants sourds pr linguaux implantés et appareillés (CNTRHI, 2006) donne quelques pistes de réflexion quant à la scolarité de ce type d'élèves. Les auteurs signalent en effet que *"la majorité des enfants implantés suit une scolarité dans une classe ordinaire à l' cole publique après l'implantation. Ce mode de scolarisation largement dominant au début du suivi (36 enfants sur 50) cède un peu de terrain, surtout après 4 ans post implant, au profit de la formule des classes spécialisées qui concerne alors un quart des enfants. Ceci est à mettre en relation avec le fait qu'à partir de cette période, compte tenu de l'évolution de l'âge des enfants de l'échantillon, ils sont plus nombreux à quitter l' cole maternelle pour l' cole primaire"*. Ces conclusions partielles constituent des pistes que nous allons reprendre dans la suite du mandat qui nous est confié.

## ***C. Conclusions et perspectives pour 2008***

Dans l'ensemble, les travaux ont progressé à un rythme assez soutenu. Les cantons et les répondants ainsi que les directeurs d'institutions interpellés par le Réseau-Ressources ont, malgré le travail que ce projet occasionne, montré un réel enthousiasme et nous ont assuré leur collaboration et leur intérêt. Nous déplorons toutefois fortement le retrait de la partie

francophone du canton de Berne. Par ailleurs comme mentionné ci-dessus, le groupe de travail Réseau-Ressources regrette l'absence de représentants cantonaux.

Les réaménagements du projet semblent concourir à une meilleure cohérence et une bonne visibilité des liens entre les différentes missions qui ont été confiées au CSPA et à la HEP-Vaud. La collaboration avec la CIIP, en particulier avec Yves Delamadeleine qui suit le projet a été fructueuse et rassurante.

Il resterait toutefois encore quelques points à éclaircir, notamment peut-être la coordination de la communication entre le CSPA et la HEP-Vaud à propos des échanges d'informations : fonction d'interlocuteur du CSPA auprès d'organismes privés et réseau d'échange mis sur pied par la HEP. La charge de travail pour l'ensemble des collaborateurs engagés dans le projet semble dans l'ensemble être plus importante que le mandat ne le laissait supposer au départ.

Les perspectives pour 2008 sont les suivantes. Ainsi le CSPA

- maintiendra le lien avec la Fondation A Capella et la FSS. Il prendra par ailleurs contact avec l'Association romande des logopédistes diplômé-e-s (ARLD) ainsi qu'avec l'Association suisse des thérapeutes de la psychomotricité (ASTP)
- établira la liste des prestations disponibles dans les différents cantons ainsi que le mode de financement de chacune d'entre elles
- établira la liste « anonymisée » des élèves domiciliés dans un canton et scolarisés dans un canton différent
- poursuivra sa tâche de veille en lien avec des incidences que pourrait avoir l'Accord sur la collaboration intercantonale dans le domaine de la pédagogie spécialisée sur les prestations en matière de surdité et de malentendance
- poursuivra son travail d'information des différentes instances concernées.

La HEP-Vaud et l'observatoire scientifique en particulier

- analysera les données recueillies (fiche de l'élève)
- lancera avec le CSPA le deuxième questionnaire auprès des instances cantonales, afin d'étudier l'évolution de la population étudiée
- poursuivra l'analyse des différentes données fournies par la littérature scientifique
- mettra en place une enquête auprès des professionnels s'occupant des enfants sourds concernant leurs besoins didactiques et scolaires.

Le Réseau-Ressources continuera ses réflexions, notamment en ce qui concerne

- la nature de l'imbrication et des liens entre les réseaux existants et lui-même
- le développement d'un outil pratique et visible qui soit à la fois transdisciplinaire, intercantonal et qui puisse réunir plusieurs acteurs. Il s'agira surtout de faire circuler les savoirs, de dynamiser en décroissant, et de gagner de la liberté de pensée pour faire évoluer notre secteur.

Lausanne, le 14 janvier 2008